

MINISTÈRE DU COMMERCE

Administration nationale des océans et de l'atmosphère

[RTID 0648-XC003]

Nominations de commissaires américains aux organisations régionales de gestion des pêches

AGENCE : Service national des pêches maritimes (NMFS), Administration nationale océanique et atmosphérique (NOAA), Commerce.

ACTION : Avis ; appel à candidatures.

RÉSUMÉ : Le NMFS sollicite des nominations, qui peuvent inclure des auto-nominations, de personnes qualifiées pour servir en tant que commissaires américains non fédéraux (commissaires) dans certaines organisations régionales de gestion des pêches (ORGP). Cette action est entreprise afin d'améliorer la transparence du processus d'identification des candidats potentiels aux postes de commissaires et d'accroître la diversité du groupe de candidats afin de garantir que les points de vue et les intérêts de l'ensemble des parties prenantes américaines sont pris en compte dans le processus d'élaboration et de promotion des positions américaines au sein des ORGP. Les nominations sont ouvertes à toutes les personnes qualifiées et peuvent inclure les commissaires actuels ou précédents et les commissaires suppléants pour certaines ORGP, le cas échéant.

DATES : Les nominations et toute documentation à l'appui doivent être reçues avant le 8 juillet 2022.

ADRESSES : Les nominations pour les commissaires américains peuvent être soumises par voie électronique à : nmfs.rfmo@noaa.gov. Veuillez indiquer « Nomination pour _____ » et l'organisation ou les organisations concernées dans la ligne d'objet du message (*par exemple*, « Nomination pour la WCPFC », *entre autres*).

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER Terra Lederhouse, téléphone (301) 427-8360, ou par courriel à Terra.Lederhouse@noaa.gov.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES :

Contexte

Les poissons et autres espèces marines traversant les frontières nationales, les États-Unis partagent des ressources marines vivantes avec d'autres pays. La manière dont les autres pays gèrent ces ressources marines partagées peut avoir une incidence directe sur l'état et l'utilisation à long terme des stocks de poissons et des espèces protégées ou menacées qui revêtent une importance pour les États-Unis. Pour cette raison, les États-Unis participent à plusieurs ORGP, qui sont des organismes fondés sur des traités dont l'objectif est d'assurer la conservation et la gestion durables des stocks de poissons partagés et d'autres ressources marines vivantes grâce à la coopération internationale. Chaque ORGP tient des réunions régulières au cours desquelles les nations adoptent des mesures de conservation et de gestion contraignantes. Tout au long de l'année, des réunions intersessions des organes subsidiaires des ORGP sont organisées pour traiter de questions scientifiques et de gestion spécifiques.

Les États-Unis sont représentés dans les ORGP décrites ci-dessous par des commissaires qui sont nommés par le président ou le secrétaire au commerce, selon l'organisation.

Le commissaire américain principal de chaque ORGP est un employé du gouvernement fédéral. Les commissaires non fédéraux sont choisis parmi les personnes ayant des connaissances et une expérience dans le domaine de la pêche, comme le décrivent les lois américaines qui mettent en œuvre les traités des ORGP. Les commissaires peuvent participer aux réunions des comités consultatifs et à d'autres réunions pour aider à développer les positions des États-Unis pour les réunions des ORGP. Les commissaires font ensuite partie des délégations américaines aux réunions des ORGP où ils doivent soutenir les positions américaines finalisées sur la conservation et la gestion des ressources marines vivantes partagées, même dans les cas où ces positions peuvent être contraires ou différentes de leurs opinions ou de leurs conseils. Le Secrétaire d'État, en consultation avec le Secrétaire au commerce, peut désigner des commissaires américains suppléants pour siéger en l'absence d'un commissaire américain.

L'objet du présent avis est de solliciter des nominations de personnes pour siéger en tant que commissaires américains non fédéraux auprès de certaines ORGP. Le NMFS, et plus généralement le gouvernement américain, s'engage à promouvoir la diversité, l'équité, l'inclusion et l'accessibilité à

tous les niveaux, y compris au sein des communautés que nous servons et protégeons. Conformément à cet engagement, le NMFS prend des mesures visant à accroître la diversité des parties prenantes qui représentent les États-Unis dans nos engagements internationaux en matière de pêche, notamment en favorisant une plus grande diversité et une meilleure représentation des communautés mal desservies dans le groupe de candidats potentiels pour la nomination de commissaires américains non fédéraux aux ORGP. Par cet avis, le NMFS prend également des mesures pour promouvoir un processus transparent qui favorise l'équité, l'inclusion et l'accessibilité lors de la recherche de candidats pour servir dans ces rôles importants. En tant que tel, le NMFS encourage les nominations de femmes et de personnes issues de communautés mal desservies qui répondent aux connaissances, à l'expérience et aux autres exigences légales des postes décrits dans cet avis. *Voir le décret exécutif (E.O.) 13985 (Advancing Racial Equity and Support for Underserved Communities Through the Federal Government [Promouvoir l'équité raciale et le soutien aux communautés mal desservies par le gouvernement fédéral]) § 2 (définissant les « communautés mal desservies » comme « les populations partageant une caractéristique particulière, ainsi que les communautés géographiques, qui se sont vues systématiquement refuser la possibilité de participer pleinement aux aspects de la vie économique, sociale et civique », « telles que les Noirs, les Latino-Américains, les indigènes et les autochtones, les Américains d'origine asiatique et les insulaires du Pacifique et autres personnes de couleur ; les membres des minorités religieuses ; les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et homosexuelles (LGBTQ+) ; les personnes handicapées ; les personnes vivant dans des zones rurales ; et les personnes autrement affectées par une pauvreté ou une inégalité persistante »).* L'E.O. 13985 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.federalregister.gov/documents/2021/01/25/2021-01753/advancing-racial-equity-and-support-for-underserved-communities-through-the-federal-government>.

Le NMFS sollicite des nominations de personnes qualifiées pour servir en tant que commissaires américains auprès des ORGP décrites ci-après. L'objectif du NMFS est de disposer d'une réserve de candidats qualifiés, qui répondent aux qualifications requises par les statuts de mise en œuvre des traités ORGP pertinents et qui peuvent être pris en considération, le cas échéant, pour

des recommandations concernant les postes vacants de commissaire américain. Cette réserve peut également être prise en compte, le cas échéant, pour la désignation de commissaires suppléants. Les commissaires actuels qui souhaitent être inclus dans le groupe de candidats qualifiés peuvent, mais ne sont pas tenus de le faire, se désigner eux-mêmes ou être nommés par quelqu'un d'autre.

Indépendamment des nominations reçues dans le cadre de cet avis, le NMFS et/ou ses agences fédérales partenaires peuvent également formuler des recommandations indépendantes.

Commission interaméricaine du thon tropical (CITT)

La CITT est une organisation intergouvernementale créée en vertu de la Convention de 1949 portant création d'une Commission interaméricaine du thon tropical. En 2003, la CITT a adopté la Convention pour le renforcement de la CITT établie par la Convention de 1949 entre les États-Unis d'Amérique et la République du Costa Rica (Convention d'Antigua). La Convention d'Antigua est entrée en vigueur en 2010. Les États-Unis ont adhéré à la Convention d'Antigua le 24 février 2016. Les États-Unis ont adhéré à la Convention d'Antigua le 24 février 2016. La CITT est composée de 21 nations membres et de cinq nations non membres coopérantes et facilite la recherche scientifique sur le thon et les espèces apparentées, ainsi que la conservation et la gestion de ces espèces dans la zone de la convention CITT. La zone de la convention CITT est définie comme les eaux de l'océan Pacifique oriental dans la zone délimitée par la côte ouest des Amériques et par 50° de latitude nord, 150° de longitude ouest et 50° de latitude sud. La CITT maintient un programme de recherche scientifique et de surveillance des pêches et évalue régulièrement l'état des stocks de thon, de requins et d'istiophoridés dans la zone de la convention CITT afin de déterminer les limites de capture appropriées et les autres mesures jugées nécessaires pour promouvoir une pêche durable et empêcher la surexploitation de ces stocks. Vous trouverez de plus amples informations sur la CITT à l'adresse <https://www.iattc.org/>.

En tant que Partie à la Convention d'Antigua et membre de la CITT, les États-Unis sont légalement tenus de mettre en œuvre les décisions de la CITT. La loi sur les conventions relatives au thon (16 U.S.C. 951 *et seq.*) charge le secrétaire au commerce, en consultation avec le secrétaire d'État et, en ce qui concerne les mesures d'exécution, la garde côtière américaine, de promulguer les

règlements qui peuvent être nécessaires pour remplir les obligations des États-Unis en vertu de la convention d'Antigua, y compris les recommandations et les décisions adoptées par la CITT. Ce travail est effectué par le NMFS.

La loi sur les conventions relatives au thon (16 U.S.C. 951 et seq.) exige que les États-Unis soient représentés à la CITT par quatre commissaires américains. 16 U.S.C. 952(a). Les commissaires américains sont nommés par le président et doivent avoir des connaissances ou de l'expérience en matière de stocks de poissons grands migrateurs dans l'océan Pacifique tropical oriental. Parmi les commissaires américains, on peut citer :

- (1) L'un d'entre eux est un fonctionnaire ou un employé du Ministère du Commerce ; et
- (2) Pas plus de deux commissaires des États-Unis peuvent être nommés qui résident dans un État autre qu'un État dont les navires pratiquent une pêche importante dans la zone de la convention.

En outre, le Secrétaire d'État, en consultation avec le Secrétaire, peut désigner de temps à autre et pour des périodes de temps jugées appropriées des commissaires américains suppléants à la CITT. 16 U.S.C. 952(b). Tout commissaire américain suppléant peut exercer, lors de toute réunion de la CITT ou du comité consultatif général ou du sous-comité consultatif scientifique, tous les pouvoirs et devoirs d'un commissaire américain en l'absence de tout commissaire américain désigné pour quelque raison que ce soit. Le nombre de ces commissaires américains suppléants qui peuvent être désignés pour une telle réunion est limité au nombre de commissaires américains nommés qui ne seront pas présents à cette réunion.

Les commissaires qui ne sont pas des fonctionnaires ou des employés du gouvernement des États-Unis ne sont pas considérés comme des employés fédéraux, sauf aux fins de l'indemnisation des blessures ou de la responsabilité civile délictuelle prévues au chapitre 81 du titre 5 et au chapitre 171 du titre 28. 16 U.S.C. 952(c)(1).

Dans l'exercice de leurs fonctions officielles, ils doivent effectuer un certain nombre de voyages vers des destinations nationales et internationales. Le nombre total de voyages varie d'une année à l'autre mais peut comprendre jusqu'à trois voyages d'une semaine ou moins et un voyage,

généralement vers une destination internationale, d'une durée maximale de deux semaines. Les frais de voyage nécessaires sont payés par le Département d'État américain, conformément à la disposition 16 U.S.C. 952(c)(3). Les commissaires (ou les commissaires suppléants, voir 16 U.S.C. 952(b)) ne reçoivent aucune compensation pour leurs services. 16 U.S.C. 952(c)(2).

Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA)

La CICTA est une organisation intergouvernementale établie en vertu de la Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Convention CICTA) afin de fournir un programme efficace de coopération internationale en matière de recherche et de conservation, en reconnaissance des problèmes uniques liés à la nature hautement migratoire du thon et des espèces apparentées. La convention CICTA est entrée en vigueur en 1969, et la zone de la convention comprend toutes les eaux de l'océan Atlantique, y compris les mers adjacentes. Outre les thonidés et les espèces apparentées, la CICTA a adopté des mesures pour les requins et certaines autres espèces, comme les oiseaux de mer et les tortues de mer, capturés en association avec les pêcheries de la CICTA. La Commission de la CICTA tient une réunion annuelle en novembre de chaque année, qui dure généralement entre 8 et 10 jours. La CICTA convoque également des réunions de groupes de travail et d'autres organes subsidiaires de la CICTA chaque année entre les réunions annuelles pour faire avancer des questions spécifiques. Vous trouverez de plus amples informations sur la CICTA à l'adresse suivante : www.iccat.int.

Les espèces de grands migrants de l'Atlantique sont gérées au niveau national sous la double autorité de la Loi Magnuson-Stevens sur la conservation et la gestion des pêches (MSA), 16 U.S.C. 1801 et seq. et de la Loi sur la Convention des thonidés de l'Atlantique (ATCA), 16 U.S.C. 971 et seq. L'ATCA exige que le Secrétaire au commerce promulgue les règlements qui peuvent être nécessaires et appropriés pour mettre en œuvre les recommandations de la CICTA, et ce travail est effectué par le NMFS.

La section 971a de l'ATCA (16 U.S.C. 971 et seq.) exige que les États-Unis soient représentés à la CICTA par trois commissaires au maximum. 16 U.S.C. 971a(a)(1). Les commissaires américains sont nommés par le Président et servent à titre amovible. L'ACTA prévoit que le mandat d'un

commissaire est de 3 ans. Les commissaires non gouvernementaux ne peuvent servir plus de deux mandats consécutifs. 16 U.S.C. 971a(a)(3). Parmi les commissaires, l'ACTA, 16

U.S.C. 971a(a)(2) prévoit que :

(1) Pas plus d'un sera un employé salarié d'un État ou d'une subdivision politique de celui-ci, ou du gouvernement fédéral ;

(2) L'un d'entre eux est nommé parmi les personnes ayant des connaissances et une expérience en matière de pêche commerciale dans l'océan Atlantique, le golfe du Mexique ou la mer des Caraïbes ; et

(3) Un commissaire est nommé parmi les personnes ayant des connaissances et une expérience en matière de pêche récréative dans l'océan Atlantique, le golfe du Mexique ou la mer des Caraïbes.

Les commissaires non gouvernementaux ne sont pas considérés comme des employés fédéraux, sauf aux fins de l'indemnisation des blessures ou de la responsabilité civile délictuelle, comme prévu au chapitre 81 du titre 5 et au chapitre 171 du titre 28. 16 U.S.C. 971a(a)(1).

Dans l'exercice de leurs fonctions officielles, ils doivent effectuer un certain nombre de voyages vers des destinations nationales et internationales. Le nombre total de voyages varie d'une année à l'autre mais peut comprendre jusqu'à six voyages d'une semaine ou moins et un voyage, généralement vers une destination internationale, d'une durée maximale de deux semaines. Les frais de voyage nécessaires sont pris en charge par le Département d'État américain, conformément à l'ATCA (16 U.S.C. 971a(d)). Les commissaires (ou les commissaires suppléants, voir 16 U.S.C. 971a(b)) ne reçoivent aucune compensation pour leurs services.

Commission internationale du flétan du Pacifique (CIFP)

La CIFP est une organisation bilatérale établie en vertu de la Convention entre le Canada et les États-Unis pour la préservation de la pêche au flétan dans l'océan Pacifique Nord et la mer de Béring (Convention sur le flétan). La Convention sur le flétan a été signée à Ottawa, en Ontario, le 2 mars 1953, et a été modifiée par un protocole d'amendement de la Convention signé à Washington, DC, le 29 mars 1979. L'objectif principal de la Convention sur le flétan est de

développer les stocks de flétan du Pacifique dans les eaux au large des côtes ouest du Canada et des États-Unis à des niveaux qui permettront le rendement optimal de la pêche au flétan du Pacifique et de maintenir les stocks à ces niveaux. La CIFP remplit cet objectif en partie en recommandant des mesures de conservation et de gestion de la pêche au flétan du Pacifique qui sont soumises à l'approbation des États-Unis et du Canada. Vous trouverez de plus amples informations sur la CIFP à l'adresse suivante : <https://www.iphc.int>.

Conformément à la section 5(b)(1) de la loi de 1982 sur le flétan du Pacifique Nord (16 U.S.C. 773c(b)(1)), le secrétaire au commerce adopte les règlements nécessaires à la réalisation des buts et objectifs de la convention sur le flétan.

La section 3 de la loi de 1982 sur le flétan du Pacifique Nord (16 U.S.C. 773a) exige que les États-Unis soient représentés à la CIPH par trois commissaires américains. Les commissaires américains sont nommés par le président et servent à son gré pour une durée maximale de deux ans, mais leur mandat peut être renouvelé. Parmi les commissaires, on peut citer :

- (1) L'un d'entre eux doit être un fonctionnaire de l'Administration nationale océanique et atmosphérique ; et
- (2) L'un d'entre eux doit être un résident de l'Alaska ayant une connaissance ou une expérience de la pêche au flétan du Pacifique Nord ;
- (3) L'un d'entre eux doit être un non-résident de l'Alaska qui a des connaissances ou de l'expérience dans le domaine de la pêche au flétan du Pacifique Nord ; et
- (4) L'un des trois commissaires doit également être un membre votant du Conseil de gestion des pêches du Pacifique Nord.

Les commissaires qui ne sont pas actuellement des employés fédéraux ne seront pas considérés comme tels, sauf aux fins de l'indemnisation des blessures ou de la responsabilité civile délictuelle, comme le prévoient les sections 8101 et suivantes du titre 5 et les sections 2671 et suivantes du titre 28 du Code des États-Unis.

Dans l'exercice de leurs fonctions officielles, ils doivent effectuer un certain nombre de voyages vers des destinations nationales et internationales. Le nombre total de voyages varie d'une

année à l'autre mais peut comprendre jusqu'à trois voyages d'une semaine ou moins. Les frais de voyage nécessaires sont payés par le Département d'État américain. Les commissaires ne reçoivent aucune rémunération pour leurs services.

Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO)

L'OPANO est un organisme intergouvernemental de gestion des pêches établi en 1979 par la Convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (Convention de l'OPANO). Les États-Unis ont adhéré à la Convention de l'OPANO en 1995 et participent activement à l'OPANO depuis cette date. En 2005, l'OPANO a lancé un effort de réforme visant à modifier la convention afin de rendre l'Organisation plus conforme aux principes de la gestion moderne des pêches. À la suite de ces efforts, l'amendement à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest est entré en vigueur en mai 2017.

La Commission de l'OPANO est responsable de la gestion et de la conservation des ressources halieutiques dans les eaux internationales de l'Atlantique du Nord-Ouest, à l'exception du saumon, des thons/marlins, des baleines et des espèces sédentaires telles que les coquillages. Vous trouverez de plus amples informations sur l'OPANO à l'adresse suivante : <https://www.nafo.int/>.

En vertu de la loi de 1995 sur la convention des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (16 U.S.C. 76), le secrétaire au commerce promulgue les règlements nécessaires à la réalisation des buts et objectifs de la convention de l'OPANO, y compris les mesures de conservation et de gestion de l'OPANO.

La loi de 1995 sur la convention des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest exige que les États-Unis soient représentés à l'OPANO par un maximum de trois commissaires. Les commissaires américains sont nommés par le secrétaire au commerce et servent à son gré pour un mandat qui ne peut pas dépasser quatre ans. Les commissaires non gouvernementaux ne peuvent servir plus de deux mandats consécutifs en tant que commissaire, mais peuvent être reconduits dans leurs fonctions. Chaque commissaire doit avoir une connaissance et une expérience des ressources halieutiques auxquelles s'applique la convention de l'OPANO. Parmi les commissaires, on peut citer :

- (1) Un seul, mais pas plus d'un, doit être un fonctionnaire du gouvernement ;

(2) Au moins L'un d'entre eux doit être un représentant de l'industrie de la pêche commerciale ; et

(3) L'un d'entre eux doit être un membre votant (non employé du gouvernement) du Conseil de gestion des pêches de la Nouvelle-Angleterre.

Les commissaires qui ne sont pas actuellement des employés fédéraux ne sont pas considérés comme tels, sauf aux fins de l'indemnisation des blessures ou de la responsabilité civile délictuelle prévues au chapitre 81 du titre 5 et au chapitre 171 du titre 28.

Dans l'exercice de leurs fonctions officielles, ils doivent effectuer un certain nombre de voyages vers des destinations nationales et internationales. Le nombre total de voyages varie d'une année à l'autre mais peut comprendre jusqu'à trois voyages d'une semaine ou moins et un voyage, généralement vers une destination internationale, d'une durée maximale de deux semaines. Les frais de voyage nécessaires sont payés par le Département d'État U.S. Les commissaires ne reçoivent aucune rémunération pour leurs services.

Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord (OCSAN)

Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord (OCSAN) L'OCSAN est une organisation intergouvernementale créée en 1984 par la Convention pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord, 1982 (Convention OCSAN), dans le but de conserver, restaurer, mettre en valeur et gérer rationnellement le saumon de l'Atlantique par la coopération internationale, en tenant compte des meilleures informations scientifiques disponibles. La convention OCSAN s'applique aux stocks de saumon qui migrent au-delà des zones de juridiction de pêche des États côtiers de l'océan Atlantique au nord de 36 degrés de latitude nord, tout au long de leur aire de migration. Vous trouverez de plus amples informations sur l'OCSAN à l'adresse suivante : <https://nasco.int/>.

Conformément à la loi de 1982 sur la convention sur le saumon de l'Atlantique (16 U.S.C. 3601), le secrétaire au commerce, en coopération avec le secrétaire à l'intérieur et le secrétaire du département dans lequel opère la garde côtière, promulgue les règlements conformément à la section 553 du titre 5 du Code des États-Unis, qui peuvent être nécessaires pour réaliser les buts et les objectifs de la convention et de ce titre, et pour mettre en œuvre les mesures réglementaires qui lient

les États-Unis en vertu de la convention.

La loi de 1982 sur la convention sur le saumon de l'Atlantique prévoit que les États-Unis seront représentés au sein de l'OCSAN par trois commissaires américains, nommés par le président et en fonction de son bon vouloir. Parmi les trois commissaires, on peut citer :

(1) L'un d'entre eux doit être un fonctionnaire du gouvernement des U.S. ; et

(2) Deux doivent être des personnes (qui ne sont pas des fonctionnaires du gouvernement U.S.) qui ont des connaissances ou de l'expérience en matière de conservation et de gestion du saumon d'origine américaine.

Les commissaires non gouvernementaux ne sont pas considérés comme des employés fédéraux, sauf aux fins de l'indemnisation des blessures ou de la responsabilité civile délictuelle, comme prévu au chapitre 81 du titre 5 et au chapitre 171 du titre 28.

Dans l'exercice de leurs fonctions officielles, les fonctionnaires sont amenés à effectuer un certain nombre de voyages, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Le nombre total de voyages varie d'une année à l'autre mais peut comprendre jusqu'à trois voyages d'une durée maximale de quelques jours chacun et un voyage d'une semaine, généralement vers une destination internationale. Les frais de voyage nécessaires sont payés par le Département d'État américain. Les commissaires ne reçoivent aucune rémunération pour leurs services.

Commission des poissons anadromes du Pacifique Nord (NPAFC)

La NPAFC est une organisation intergouvernementale établie par la Convention pour la conservation des stocks de poissons anadromes dans l'océan Pacifique Nord (Convention NPAFC). La Convention NPAFC a été signée le 11 février 1992 et est entrée en vigueur le 16 février 1993. L'objectif de la Commission est de promouvoir la conservation des stocks anadromes (saumon du Pacifique et truite arc-en-ciel) dans la zone de la Convention. La zone de la convention comprend les eaux internationales de l'océan Pacifique Nord et de ses mers adjacentes au nord de 33° Nord, au-delà de la zone de 200 milles (zones économiques exclusives) des États côtiers. Vous trouverez de plus amples informations sur la CPANE à l'adresse suivante : <https://npafc.org/>.

Conformément à la loi de 1992 sur les stocks anadromes du Pacifique Nord (16 U.S.C. 5006),

le secrétaire au Commerce, en consultation avec le secrétaire aux Transports et les commissaires U.S., est chargé de publier les règlements qui peuvent être nécessaires pour réaliser les buts et objectifs de la Convention et de la loi.

La loi de 1992 sur les stocks anadromes du Pacifique Nord prévoit que les États-Unis seront représentés au sein de la NPAFC par un maximum de trois commissaires U.S., nommés par le Président et qui serviront à son gré pour un mandat ne dépassant pas quatre ans, mais qui pourront être reconduits dans leurs fonctions. 16 U.S.C. 5003(a). Parmi les commissaires, on peut citer :

- (1) L'un d'entre eux doit être un fonctionnaire du gouvernement des États-Unis ;
- (2) Un résident de l'État de l'Alaska qui a des connaissances ou de l'expérience en matière de stocks anadromes et d'espèces écologiquement apparentées dans l'océan Pacifique Nord ; et
- (3) Un résident de l'État de Washington qui a des connaissances ou de l'expérience en matière de stocks anadromes et d'espèces de l'océan Pacifique Nord liées à l'écologie.

Les commissaires américains, en consultation avec un groupe consultatif, déterminent et recommandent à la CPAPN les besoins et les priorités en matière de recherche sur les stocks anadromes et les espèces écologiquement apparentées et supervisent les programmes de recherche sur ces pêches, stocks et espèces. 16

U.S.C. 5003(c). Les stocks anadromes sont les stocks d'espèces figurant à l'annexe de la Convention NPAFC (six espèces de saumon du Pacifique et de truite arc-en-ciel), et les espèces écologiquement apparentées sont les espèces marines vivantes qui sont associées aux stocks anadromes présents dans la zone de la Convention, y compris, mais sans s'y limiter, les prédateurs et les proies des poissons anadromes. 16 U.S.C. 5002(1) & (8).

Les commissaires non gouvernementaux ne sont pas considérés comme des employés fédéraux, sauf aux fins de l'indemnisation des blessures ou de la responsabilité civile délictuelle, comme prévu au chapitre 81 du titre 5 et au chapitre 171 du titre 28. 16 U.S.C. 5003(a).

Dans l'exercice de leurs fonctions officielles, ils sont amenés à effectuer un certain nombre de déplacements. Le nombre total de voyages varie d'une année à l'autre, mais il s'agit généralement d'un voyage par an de moins d'une semaine, généralement vers une destination internationale. Les

frais de voyage nécessaires sont payés par le Département d'État américain. 16 U.S.C. 5003(e). Les commissaires ne reçoivent aucune compensation pour leurs services. 16 U.S.C. 5003(d).

Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud (SPRFMO)

La SPRFMO est une organisation intergouvernementale créée en 2012 par la Convention sur la conservation et la gestion des ressources halieutiques de haute mer dans l'océan Pacifique Sud (Convention SPRMO). La SPRFMO s'engage à assurer la conservation à long terme et l'utilisation durable des ressources halieutiques de l'océan Pacifique Sud et, ce faisant, à sauvegarder les écosystèmes marins dans lesquels ces ressources se trouvent. La convention SPRFMO s'applique à la haute mer du Pacifique Sud, qui couvre environ un quart des zones de haute mer de la planète. Actuellement, les principales ressources commerciales pêchées dans la zone de l'ORGPPS sont le maquereau et l'encornet volant dans le Pacifique Sud-Est et, dans une moindre mesure, les espèces d'eau profonde souvent associées aux monts sous-marins dans le Pacifique Sud-Ouest. Pour de plus amples informations sur l'ORGPPS, veuillez consulter le site suivant <https://www.sprfmo.int/>.

La législation de mise en œuvre de la SPRFMO (16 U.S.C. 7801 *et seq.*) prévoit que le Secrétaire au commerce, en consultation avec le Secrétaire d'État et le Secrétaire du département dans lequel la Garde côtière opère, peut promulguer les règlements qui peuvent être nécessaires et appropriés pour exécuter les obligations internationales des États-Unis en vertu de la Convention SPRFMO, y compris la mise en œuvre des mesures de conservation et de gestion de la SPRFMO. 16 U.S.C. 7804(b).

La législation relative à la SPRFMO prévoit également que les États-Unis seront représentés au sein de la SPRFMO par trois commissaires américains au maximum, qui sont nommés par le président et servent à titre amovible, et qui ont des connaissances ou une expérience en matière de ressources halieutiques dans l'océan Pacifique Sud. Parmi les commissaires, on peut citer :

(1) L'un d'entre eux doit être un officier ou un employé du Département du Commerce, du Département d'État, ou de la Garde côtière ; et

(2) L'un d'entre eux doit être le président ou la personne désignée du Conseil de gestion des pêches du Pacifique occidental.

Les commissaires non gouvernementaux ne sont pas considérés comme des employés fédéraux, sauf aux fins de l'indemnisation des blessures ou de la responsabilité civile délictuelle, comme prévu au chapitre 81 du titre 5 et au chapitre 171 du titre 28. *16 U.S.C. 7802(c)(1)*.

Dans l'exercice de leurs fonctions officielles, les fonctionnaires sont amenés à effectuer un certain nombre de voyages, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Le nombre total de voyages varie d'une année à l'autre mais comprend généralement un voyage par an de moins de deux semaines, habituellement vers une destination internationale. Les frais de voyage nécessaires sont payés par le Département d'État américain, conformément à la disposition *16 U.S.C. 7802(c)(3)*. Les commissaires (ou commissaires suppléants, voir *id. § 7802(b)*) ne reçoivent aucune compensation pour leurs services. *Id. § 7802(c)(2)*.

Commission des pêches pour le Pacifique occidental et central (WCPFC)

La WCPFC est une organisation intergouvernementale créée par la Convention sur la conservation et la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans l'océan Pacifique occidental et central (Convention WCPFC), entrée en vigueur le 19 juin 2004. L'objectif de la WCPFC est d'assurer, par une gestion efficace, la conservation à long terme et l'utilisation durable des stocks de poissons grands migrateurs dans l'océan Pacifique occidental et central. La convention WCPFC s'applique à toutes les espèces de stocks de poissons grands migrateurs (définis comme tous les stocks de poissons des espèces énumérées à l'annexe I de la convention de 1982 présents dans la zone de la convention et toute autre espèce de poisson déterminée par la Commission) dans la zone de la convention WCPFC, à l'exception des sauries. Les mesures de conservation et de gestion prévues par la convention WCPFC doivent être appliquées dans l'ensemble de l'aire de répartition des stocks ou dans des zones spécifiques de la zone de la convention WCPFC, selon ce que détermine la WCPFC. Vous trouverez de plus amples informations sur la WCPFC à l'adresse suivante : <https://www.wcpfc.int/>.

En vertu de la loi de 2007 sur la mise en œuvre de la Convention sur les pêches du Pacifique occidental et central (*16 U.S.C. 6901 et seq.*), le Secrétaire au commerce, en consultation avec le Secrétaire d'État et, en ce qui concerne les mesures d'exécution, le Secrétaire à la sécurité

intérieure, est autorisé à promulguer les règlements qui peuvent être nécessaires à l'exécution des obligations internationales des États-Unis au titre de la Convention WCPFC, y compris la mise en œuvre des mesures de conservation et de gestion de la WCPFC.

La loi de mise en œuvre de la Convention sur les pêches du Pacifique occidental et central prévoit que les États-Unis seront représentés au sein de la WCPFC par cinq commissaires américains, nommés par le président et en poste à titre amovible, qui doivent avoir une connaissance ou une expérience des stocks de poissons grands migrateurs et de la pêche commerciale dans l'océan Pacifique occidental et central. Parmi les commissaires, on peut citer :

- (1) L'un d'entre eux doit être un fonctionnaire ou un employé du ministère du Commerce ;
- (2) L'un d'entre eux doit être un président ou un membre du Conseil de gestion des pêches du Pacifique occidental ; et
- (3) L'un d'entre eux doit être président ou membre du Conseil de gestion des pêches du Pacifique.

Les commissaires non gouvernementaux ne sont pas considérés comme des employés fédéraux, sauf aux fins de l'indemnisation des blessures ou de la responsabilité civile délictuelle, comme prévu au chapitre 81 du titre 5 et au chapitre 171 du titre 28.

Dans l'exercice de leurs fonctions officielles, ils doivent effectuer un certain nombre de voyages vers des destinations nationales et internationales. Le nombre total de voyages varie d'une année à l'autre mais peut comprendre jusqu'à trois voyages d'une semaine ou moins, généralement vers une destination internationale, et un voyage intérieur de moins d'une semaine. Les frais de voyage nécessaires sont payés par le Département d'État américain. Les commissaires ne reçoivent aucune rémunération pour leurs services.

Processus de mise en candidature

Le NMFS sollicite des dossiers de candidature pour les postes de commissaire non fédéral énumérés ci-après. Comme expliqué dans la section sur le contexte, le but de cette action est de développer une réserve de candidats qualifiés, qui peuvent être considérés, le cas échéant, pour des recommandations pour les postes vacants de commissaire américain ou pour la désignation de

commissaires suppléants. Conformément aux statuts de l'ORGP décrits ci-dessous, il peut y avoir « jusqu'à » un certain nombre de commissaires américains non fédéraux. Il n'y a cependant pas de limite au nombre de candidats qui peuvent être soumis pour examen. Les candidats retenus seront pris en considération pour une nomination par l'autorité compétente et, dans l'attente d'une telle action de la part de cette autorité, ils pourront recevoir une désignation provisoire par le Département d'État, si nécessaire et approprié. Indépendamment des nominations reçues dans le cadre de cet avis, le NMFS et/ou ses agences fédérales partenaires peuvent également formuler des recommandations indépendantes. Les commissaires actuels qui souhaitent faire partie du groupe de candidats qualifiés peuvent, mais ne sont pas obligés, de le faire savoir en se désignant eux-mêmes ou en étant désignés par quelqu'un d'autre.

- **CITT** : Jusqu'à trois commissaires américains qui ne sont pas des fonctionnaires ou des employés du ministère du Commerce. Il ne peut être nommé plus de deux commissaires américains résidant dans un État autre qu'un État dont les navires pratiquent une pêche importante dans la zone de la convention. Les dossiers de candidature pour ces postes doivent fournir des détails sur les connaissances et l'expérience du candidat concernant les stocks de poissons grands migrateurs dans l'océan Pacifique tropical oriental, ainsi que sur son état de résidence actuel.
- **ICCAT** : Jusqu'à deux commissaires américains qui ne sont pas des employés salariés d'un État ou d'une subdivision politique de celui-ci, ou du gouvernement fédéral. Les dossiers de candidature pour ces postes doivent fournir des détails sur les connaissances et l'expérience du candidat en matière de pêche commerciale et/ou récréative, en particulier de thon, d'espèces apparentées et d'autres espèces hautement migratoires, dans l'océan Atlantique, le Golfe du Mexique ou la mer des Caraïbes.
- **IPHC** : Jusqu'à deux commissaires américains qui ne sont pas des fonctionnaires de la NOAA. Les dossiers de candidature pour ces postes doivent fournir des détails sur les connaissances et l'expérience du candidat en matière de flétan du Pacifique, ainsi que sur son état de résidence actuel.

- **OPANO** : Un commissaire américain qui n'est pas un fonctionnaire du gouvernement. Les dossiers de candidature pour ce poste doivent fournir des détails sur les connaissances et l'expérience du candidat concernant les ressources halieutiques auxquelles la convention s'applique, notamment en ce qui concerne la représentation de l'industrie de la pêche commerciale.

- **OCSAN** : Jusqu'à deux commissaires américains qui ne sont pas des fonctionnaires du gouvernement des États-Unis. Les dossiers de candidature pour ces postes doivent fournir des détails sur les connaissances et l'expérience du candidat en matière de conservation et de gestion du saumon d'origine américaine.

- **NPAFC** : Jusqu'à deux commissaires américains qui ne sont pas des fonctionnaires du gouvernement des États-Unis.

Les dossiers de candidature pour ces postes doivent fournir des détails sur les connaissances et l'expérience du candidat en ce qui concerne les stocks anadromes et les espèces écologiquement liées de l'océan Pacifique Nord, ainsi que sur son état de résidence actuel.

Remarquez que pour que leur candidature soit prise en considération, les personnes doivent être résidentes de l'État de l'Alaska ou de l'État de Washington.

- **SPRFMO** : Un commissaire américain qui a des connaissances ou de l'expérience en matière de ressources halieutiques dans l'océan Pacifique Sud, et qui n'est pas un fonctionnaire du gouvernement américain ou le commissaire sélectionné représentant du Conseil de gestion des pêches du Pacifique Ouest. Les dossiers de candidature pour ce poste doivent fournir des détails sur les connaissances et l'expérience du candidat en matière de ressources halieutiques dans l'océan Pacifique Sud.

- **WCPFC** : Jusqu'à deux commissaires américains qui ne sont pas des fonctionnaires ou des employés du département du commerce ou le commissaire sélectionné représentant du Conseil de gestion des pêches du Pacifique occidental ou du Conseil de gestion des pêches du Pacifique. Les dossiers de candidature pour ce poste doivent fournir des détails sur les connaissances et l'expérience du candidat concernant les stocks de poissons grands

migrateurs dans l'océan Pacifique occidental et central. Les dossiers de candidature soumis pour recommander qu'une personne (qui n'est pas un fonctionnaire du gouvernement des États-Unis) soit prise en considération pour le groupe de candidats au poste de commissaire ou de commissaire suppléant doivent remarquer la ou les organisations régionales de gestion des pêches concernées et inclure un curriculum vitae qui documente les qualifications de cette personne et son état de résidence. Les auto-candidatures sont acceptables. Les lettres de recommandation/appui sont utiles mais non obligatoires. Les dossiers de candidature seront évalués par la NOAA, en consultation avec le Département d'État et d'autres agences fédérales partenaires, le cas échéant, au cas par cas par des fonctionnaires qui connaissent les exigences, les devoirs et les responsabilités des postes respectifs.

Les évaluations tiendront compte de l'ensemble de l'expérience antérieure d'un individu et de sa connaissance des pêcheries spécifiques concernées, de toute exigence applicable en matière de résidence ou de toute autre exigence légale, et de toute lettre de recommandation fournie.

Daté : le 18 mai 2022.

Alexa Cole,

Directrice, Bureau des affaires internationales, du commerce et des échanges, Service national des pêches maritimes.

